

De la xénophobie

Après avoir combattu aux côtés des alliés lors des deux guerres mondiales et participé à la reconstruction de l'économie des pays occidentaux, les immigrés sont devenus aujourd'hui «*persona non grata*». Boucs émissaires tout désignés à la crise économique à la fermeture des usines, aux records atteints par les taux de chômage, à la non compétitivité des entreprises européennes, à la montée du banditisme et de la criminalité. En France, par exemple, quand, grâce à Basil Boli, l'Olympique de Marseille remporte la coupe d'Europe, les médias, la classe politique, les syndicats, les populations et même les policiers n'hésitent pas à encenser «*Boli le Français*». Mais il suffit que de jeunes marginaux «*Black ou Beurs*» commettent des infractions relevant du banditisme (vol, trafics de drogue, prostitution) pour que les mêmes pointent un doigt accusateur et méprisant en direction des Noirs et des Arabes, ces pelés, ces galeux, responsables de tous les maux de «*la France si pure*».

Ces accusations contre les immigrés, savamment cultivées prennent parfois l'allure de véritables campagnes de dénigrement systématique et de matraquage physique et psychologique. Plus grave, elles sont devenues un majeur de campagnes électorales dans un contexte où les dirigeants et les partis politiques n'ont aucune alternative crédible à offrir à une population fragilisée par les effets nocifs de la crise économique et qui ne croit plus aux promesses électorales.

Mais le plus déroutant est même l'attitude des candidats à l'exil. Loin de se laisser décourager par ces informations alarmistes en provenance des pays naguère foyers d'exil par excellence, ceux-ci affluent de plus en plus nombreux. Non pas par ignorance de ces nouvelles et dures réalités, mais plutôt par absence de choix. Pour la majorité de ces personnes-là, entre rester chez eux où la guerre civile fait rage et où les perspectives de l'emploi sont de plus en plus sombres et partir à l'étranger pour y exercer n'importe quel petit boulot, le choix est vite fait. Et à ceux-là, tous les moyens sont bons pour arriver à leurs fins : Traversée dans de frêles embarcations du côté des côtes marocaines, voyages clandestins à bord de bateaux reliant certaines capitales à l'Europe.

D'autre part, si les Etats africains sont prompts à condamner la xénophobie perceptible dans les discours des politiciens occidentaux, eux-mêmes ne sont pas exempts de reproche. Combien de fois n'avons-nous assisté à des expulsions d'Africains par des Africains ? Pour des motifs discutables, des Nigériens, Congolais, Béninois, Camerounais, Equato-guinéens ont été chassés d'un pays de l'Afrique centrale. Un pays de l'Afrique de l'ouest a fait pire en expulsant, en 1992, un million d'Africain, des Ghanéens pour la plupart.

On pourra toujours jouer sur les mots, mais n'est-ce pas faire de xénophobie que d'appeler les ressortissants étrangers des «*Niaks*», ou les Ghanéens des «*Toutous*» et les mossi une «*main-d'œuvre spécialisée au service*» de tel ou tel pays.

Eugène Cadet, *Fraternité Matin* du 28 septembre 1993.

I. Questions

1. Que reproche l'auteur à aux pays développés ?
2. Pour quelles raisons les candidats à l'exil se bousculent ?

II. Résumé

Résumez ce texte de 571 mots au ¼ de son volume avec une marge de tolérance de plus ou moins de 10%.

III. Production écrite

Dans le texte, Eugène cadet affirme : «*si les Etats africains sont prompts à condamner la xénophobie dans les discours des politiciens occidentaux, eux-mêmes ne sont pas exempts de reproche.*»

Réfutez la thèse de l'auteur dans un développement argumenté.